



Les abus et agressions sexuelles continuent à pourrir les espaces anarchistes. En réponse, nous avons développé des processus pour que chacun.e se responsabilise en dehors de la sphère de l'État. Mais pourquoi semblons-nous échouer dans leur application ?

Cet essai examine le contexte dans lequel ces modèles de responsabilisation ont émergé et analyse les obstacles que nous avons rencontré en essayant de les appliquer. Pour sortir de l'impasse autour des violences sexuelles dans notre milieu, nous devons remettre en question l'idée même de communauté et amener notre résistance vers d'autres directions.

Plus de brochures sur :

www.infokiosques.net

www.crimethinc.com

ACC OUN TING FOR OU RSEL VES

*Sortir
de l'impasse
autour des agressions
et des abus dans
les milieux anarchistes*



RESSOURCES

Les œuvres citées dans le texte, ainsi que plein d'autres ressources en anglais sur le sujet, sont disponibles dans la brochure originale, qui est téléchargeable ici :

>>> <http://www.crimethinc.com/texts/atoz/accounting.php>.

Concernant des ressources en langue française, il y a une brochure qui est sortie récemment, « Jour après jour... Violences entre proches : apporter du soutien et changer les choses collectivement ». Elle contient des chouettes textes et aussi plein de conseils bibliographiques de brochures, émissions radio, ateliers.

On peut la télécharger ici : >>> <https://infokiosques.net/spip.php?article1300>

C'est possible aussi de consulter la rubrique « Violences patriarcales, autodéfense féministe » de infokiosques.net, il y a régulièrement des nouveaux textes qui sont publiés sur le sujet.

Je ne crois plus en la responsabilisation. Ma colère et mon désespoir à propos du modèle actuel sont proportionnels à mon investissement dans le passé. La responsabilisation est comme un.e ex-amant.e dont je garde un souvenir amer... Ces dix dernières années, j'ai réellement essayé de faire marcher cette relation, mais vous savez quoi ? ...

-Angustia Celeste

Nous espérons que cet essai contribuera à l'auto-réflexion parmi les anarchistes à propos de où se situent réellement nos affinités. Peut-être, en rendant aussi explicites que possible nos attentes vis-à-vis des autres et nos engagements envers elleux, nous pourrions à nous attaquer aux problèmes que nous avons rencontré jusqu'ici dans nos expériences de processus de responsabilisation. Nous pouvons aussi considérer l'idée de développer le survivor-led vigilantism, continuer avec les groupes d'hommes anti-sexistes et les processus d'organisation non-mixtes pour miner la culture du viol, et élargir notre champ d'action vers la résolution de conflits et la médiation. Quel que soit le chemin que nous choisissons, les anarchistes doivent continuer à essayer tout ce qu'elles peuvent pour sortir de cette impasse autour des agressions et des abus sexuels dans nos milieux. Notre libération en dépend.

Note de la traductrice

Cette brochure est la traduction intégrale de « Accounting for Ourselves : Breaking the Impasse Around Assault and Abuse in Anarchist Scenes », une brochure non signée, publiée le 17 avril 2013 sur le site internet anarchiste nord-américain CrimethInc. Elle est disponible ici :

>>> <http://www.crimethinc.com/texts/atoz/accounting.php>

Cette traduction présente sans doute plusieurs imperfections, car je ne connais pas assez bien le contexte militant nord-américain dans lequel elle est située et car je ne maîtrise pas vraiment tous les enjeux des processus de responsabilisation communautaire.

Il y a aussi, du point de vue technique, certains termes anglais qui n'ont pas de correspondance en français. J'ai essayé quand-même de les traduire en français quand je pouvais, mais parfois c'était trop compliqué et je les ai laissés en anglais. Dans tous les cas, ils sont expliqués dans le glossaire qui suit.

ACCOUNTING : Se rendre responsable de ses actions, rendre des comptes, assumer les conséquences.

SURVIVOR : « Survivant.e ». Ce mot n'est pas encore très employé en français pour faire référence à des personnes ayant subi des agressions, mais ailleurs il est très répandu - aux USA notamment.

TO CALL SOMEBODY OUT : pointer du doigt, dénoncer publiquement, visibiliser les comportements problématiques de quelqu'un.e.

EMPOWERMENT : le fait de gagner de la capacité/pouvoir d'action, de la confiance en soi.

TRIGGER : c'est quelque chose qui ramène une personne à un événement traumatique qu'elle a vécu (comme une agression ou un abus sexuel).

VIGILANTISM : fait de faire justice par soi-même

SURVIVOR-LED VIGILANTISM : action collective directe impulsée par les survivant.e.s et visant les agresseur.e.s

GENDER-BASED : littéralement, « basé.e sur le genre ». Dans le contexte français la traduction « non-mixte basé.e sur le genre » m'est parue plus pertinente.

Septembre 2018, Grenoble

Pour tout retour/question concernant la traduction, c'est possible de me contacter à cette adresse : >>> traductions@autoproduzioni.net

déplacent vers l'extérieur, vers des mobilisations de masse, les « anarchistes », les « punks », et notre « milieu » élargi, il est de plus en plus difficile d'imaginer comment nous pourrions définir concrètement la communauté et nous débrouiller avec la responsabilisation là-dedans. Il n'y a aucune raison d'attendre de quiconque qu'elle se tienne pour « responsable » vis-à-vis de nous, sur la base d'une fumeuse abstraction que nous soutenons de partager. Sans une base concrète, notre « communauté » n'a ni carotte ni bâton ; nous ne pouvons pas récompenser les gens qui se conforment à nos demandes et nous ne pouvons pas les y contraindre. Et donc si une personne quelconque, qui est censée être anarchiste, agresse sexuellement quelqu'un.e, il pourrait ne pas être réaliste de répondre à cette situation en termes de responsabilisation communautaire.

Alors que faire ensuite ? Appeler les flics, les bastonner, les jeter hors de toutes les institutions contrôlées par les gens avec qui nous partageons des affinités ? Et comment nous faisons avec problème récurrent des gens qui quittent un milieu pour poursuivre leurs comportements abusifs dans un autre ? Nous n'avons pas de réponses claires. Mais nous devons commencer à avoir des discussions dans chaque cercle d'affinité à propos des termes de notre engagement et de comment gérer des préjudices subis et résoudre des conflits, avant que nous nous retrouvions en pleine crise et que nous soyons forcé.e.s de le déterminer en même temps que ça nous arrive. Jusqu'à ce que nous ayons fait cela de manière extensive dans chaque collectif, espace, groupe social, et autres groupes anarchistes, nous ne pouvons pas aspirer de manière réaliste à ce qu'une responsabilisation communautaire soit une stratégie pour nettoyer notre merde.

Former des groupes affinitaires est une part cruciale du processus d'organisation anarchiste. Cela peut être aussi simple que de rassembler un groupe d'ami.e.s pour une action, ou aussi formel et structuré que vous pouvez imaginer. Point crucial, le groupe affinitaire préserve le principe de base de l'association volontaire, qui est au cœur de l'anarchie, l'idée que nous pouvons faire ce que nous voulons, avec qui nous le voulons, sans coercition ni bureaucratie. Ce processus simple a été au cœur de nos actions lors de manifestations et de mobilisations, mais peut-être que nous pouvons l'utiliser pour conceptualiser notre milieu et notre communauté anarchiste dans son ensemble. Si nous pouvons créer des liens plus forts les un.e.s avec les autres et comprendre nos affinités de façon plus concrète, peut-être que nous aurons les bases pour faire de la responsabilisation communautaire quelque chose de plus qu'un rêve vague et discutable.

comme une sorte d'accord pré-nuptial entre ami.e.s et camarades, couvrant les bases au cas où les choses tourneraient mal. De cette façon, j'ai un sens clair de comment répondre quand quelqu'un.e de mon crew me cause du tort, et une base partagée de confiance pour travailler avec elleux dans un processus de transformation potentiellement étalé sur le long terme. Bien que je n'étendrai pas cette confiance à la plupart des gens, au sein de ce groupe nous partagerons une affinité profonde et explicite, et je serai donc ouvert.e aux critiques, à des visibilisations de comportements abusifs (NdT : « calling out ») et à la transformation avec la confiance que mes camarades le seront aussi. D'autres exemples de ce cercle le plus intérieur d'affinité pourraient être les familles (de naissance ou choisies), les projets de maisons et de terrains, divers types de collectifs, ou des groupes d'ami.e.s proches.

Le cercle suivant en allant vers l'extérieur pourrait être un espace communautaire partagé, tel qu'un infokiosque ou un centre social. C'est un groupe de gens plutôt étendu, où je suis plus proche de certain.e.s que d'autres, mais c'est aussi un espace ouvert, et des gens que je ne connais pas peuvent s'y rendre. Vu que ce n'est pas un groupe totalement arrêté et que chaque personne ne peut -ou ne veut- pas définir des accords les un.e.s avec les autres, il peut y avoir des accords collectifs sur le respect, le consentement, contre les oppressions, sur l'utilisation des ressources, etc. Ces accords ne doivent pas forcément être autoritaires ; ils peuvent être déterminés collectivement, révisés à tout moment par le consentement de ceux qui sont le plus concerné.e.s, et personne n'est contrainte à s'y conformer ; les gens qui ne peuvent pas ou qui ne vont pas s'y conformer choisissent de ne pas participer à cet espace. Résultat, je veux bien essayer de responsabiliser quelqu'un.e dans la mesure où ille veut continuer à participer à cet espace. Comme ce qui définit notre « communauté » – les termes de notre affinité mutuelle – est le fait que nous partageons cet espace, si l'un.e de nous cesse d'y participer ça fait que nous ne sommes plus en communauté les un.e.s avec les autres, et ne devrions donc pas avoir l'attente d'être tenu.e ou de tenir pour responsable l'autre à travers cette communauté. Et conformément à cela, si quelqu'un.e ne respecte pas les standards collectifs ou refuse de s'y conformer, il y a une procédure qui est mise en place par laquelle cette personne peut être tenue responsable de ses actions ; si ille refuse, les autres peuvent l'exclure de l'espace en toute bonne conscience. D'autres exemples de ce second cercle d'affinité pourraient inclure des événements spécifiques, des projets d'organisation plus grands, et les gens qui traînent vaguement dans des espaces sociaux partagés.

Ce cadre de cercles concentriques d'affinité nous aide à imaginer où nous pouvons appliquer le mieux les pratiques de responsabilisation que nous avons expérimenté ces dernières années entre anarchistes. À mesure que les cercles se

Sommaire

I. Introduction

Pour commencer.....	7.
Structures de genre.....	8.
Justice restaurative et transformatrice.....	9.

II. Où nous en sommes actuellement

Responsabilisation anarchiste communautaire : histoire récente	
et situation actuelle.....	12.
Dix problèmes des processus de responsabilisation communautaire	17.

III. Nouvelles directions & autres questions

Direction 1 : Survivor-led vigilantism.....	32.
Direction 2 : La prévention par l'organisation non-mixte basée sur le genre..	35.
Direction 3 : Pas de responsabilisation, mais de la résolution de conflits.....	38.
Direction 4 : Cercles concentriques affinitaires.....	42.

Ressources



Mais est-ce que faire partie d'un « milieu » anarchiste constitue une base suffisante pour le type de communauté exigée par ces stratégies de responsabilisation ? Peut-on appliquer de manière réaliste ces modèles à nos associations diffuses, fragmentées, pour la plupart non-structurées de personnes marginales ?

À mesure que nous évoluons et naviguons à travers nos vies et nos connexions avec nos ami.e.s, nos voisin.e.s et nos camarades, nous ne faisons pas juste partie d'une seule communauté unitaire, ou même d'un réseau de multiples communautés. Nos relations avec les autres prennent plutôt la forme de *cercles concentriques d'affinité*. À partir de ceux-ci, nous pouvons tenter d'esquisser un modèle pour imaginer comment appliquer les méthodes de responsabilisation communautaire aux milieux anarchistes.

Une des failles majeures dans notre notion de « communauté anarchiste » repose dans sa nature implicite et supposée, plutôt qu'explicite et articulée. Nous ne partageons pas souvent de façon explicite nos engagements vis-à-vis des autres et nos attentes envers eux devant les autres gens avec qui nous partageons ces divers types de « communauté », excepté dans certains collectifs et projets spécifiques ; par exemple, en vivant ensemble, des colocataires se mettent d'accord pour payer les factures à temps, faire la vaisselle, et respecter l'espace de chacun.e. Que se passerait-il si nous étendions ce degré d'entente explicite à toutes nos relations affinitaires ? Impossible : nous serions censé.e.s nous asseoir avec chaque anarchiste en Amérique du Nord – ou même seulement dans notre ville – et énoncer des standards explicites concernant nos rapports et ce que nous attendons les un.e.s des autres ?

Non, bien sûr que non... Et c'est exactement l'idée. Nous ne pouvons pas faire ça, il nous faut donc trouver comment déterminer tout ça à l'intérieur des différents réseaux de relations qu'il y a dans nos vies. Plutôt que de supposer une « communauté » et de tenter de tenir les gens pour responsables sur la base de cette fiction, nous devons définir nos attentes envers les autres et nos engagements vis-à-vis d'eux dans nos différents cercles d'affinité, et les utiliser comme base lorsqu'il s'agit de nos réponses au conflit et à la douleur.

Par exemple, disons que mon groupe affinitaire constitue le cercle concentrique plus interne. Ce sont les gens en qui j'ai le plus confiance, avec qui je prends des risques et pour qui je ferais n'importe quoi. Je serais prêt.e à accorder le bénéfice du doute à ces gens dans une résolution de conflits et pour gérer un tort, beaucoup plus qu'avec d'autres. Suivant ce modèle, je m'assiérai avec mon groupe affinitaire et je discuterai de manière préventive de comment gérer les conflits entre nous lorsqu'ils se produisent, en commençant par des conflits mineurs pour arriver jusqu'à des disputes sérieuses et différentes formes de blessures. Considérez cela

DIRECTION IV.

Cercles concentriques d'affinité

« Il n'y a pas de responsabilisation à l'intérieur des milieux militants parce qu'il n'y a pas de communauté – pas quand il s'agit d'agressions et d'abus sexuels. Faites un sondage honnête par vous-mêmes et vous constaterez que nous ne sommes pas d'accord. Il n'y a pas de consensus. La communauté dans ce contexte est un terme mythique, fréquemment invoqué et trop souvent mal utilisé. Je ne veux plus m'investir là-dedans. » -Angustia Celeste

Au cœur de toutes ces questions repose un problème non résolu : qu'est-ce que la « communauté » ? En constituons-nous une en tant qu'anarchistes ? En tant que punks ? En tant que personnes d'un certain milieu local ? Parce que nous sommes à la même manifestation, concert ou mouvement social ? Choisissons-nous d'en faire partie, ou y sommes-nous que ça nous plaise ou pas, sans égards pour la manière dont nous nous identifions ? Et qui décide de tout ça ?

Vous ne pouvez pas avoir de responsabilisation communautaire sans communauté. L'ensemble du cadre de la justice transformatrice s'effondre s'il n'y a pas de sens cohérent de ce que signifie la communauté. Mais malheureusement, personne ne semble capable de répondre à cette question pour notre milieu. Et sans cette réponse, nous nous retrouvons à nous cogner la tête contre les murs encore et encore, quand un agresseur dégueu change simplement de ville ou quitte le milieu après avoir été mis en cause, ou quand quelqu'un.e rassemble assez de pouvoir dans un milieu pour manipuler les frontières de la communauté afin d'en exclure les survivant.e.s et leurs allié.e.s. Ce n'est pas une question abstraite : c'est fondamental par rapport à ce que nous faisons et par rapport à la manière dont le pouvoir opère dans notre milieu.

La communauté se concrétise à travers des institutions spécifiques, telles que les sites internet, les rassemblements, les centres sociaux, et les maisons collectives qui constituent le milieu anarchiste nord-Américain. Bien que personne ne tienne de registre de présence (excepté possiblement le FBI), et que beaucoup d'entre nous se querellent à propos de qui peut se considérer comme un.e véritable anarchiste, celles et ceux d'entre nous qui évoluons dans ces espaces avons le sentiment de faire partie de quelque chose. Nous tissons ensemble ce sens à travers des pratiques partagées qui nous marquent en tant que co-équipière.e.s : tenues vestimentaires et modifications corporelles, spécificités alimentaires et hygiéniques, conversations dans un jargon spécialisé et références communes.

I. INTRO- DUCTION

Les agressions et les abus sexuels nous déchirent. Ils fracturent nos communautés, ruinent les vies d'individus, sabotent les projets et les processus d'organisation, révèlent des contradictions désagréables entre nos idéaux supposés et nos pratiques réelles, et maintiennent un climat de peur et d'oppression, particulièrement pour les femmes. Les agressions sexuelles sont politiques ; il s'agit d'une fonction du patriarcat, et pas juste d'un préjudice individuel perpétré individuellement, généralement par des hommes, sur d'autres individus, le plus souvent des femmes. Les agressions et les abus sexuels, les violences entre partenaires, les violences sur les enfants et le harcèlement sexuel sont les principales façons dont les hommes imposent leur domination sur les femmes. La violence sexualisée aide à maintenir le patriarcat, l'hétéro-sexisme, l'oppression des personnes trans, l'âgisme et l'oppression des jeunes, le colonialisme raciste et le génocide. La lutte contre les agressions et les abus sexuels est essentielle pour une transformation révolutionnaire.

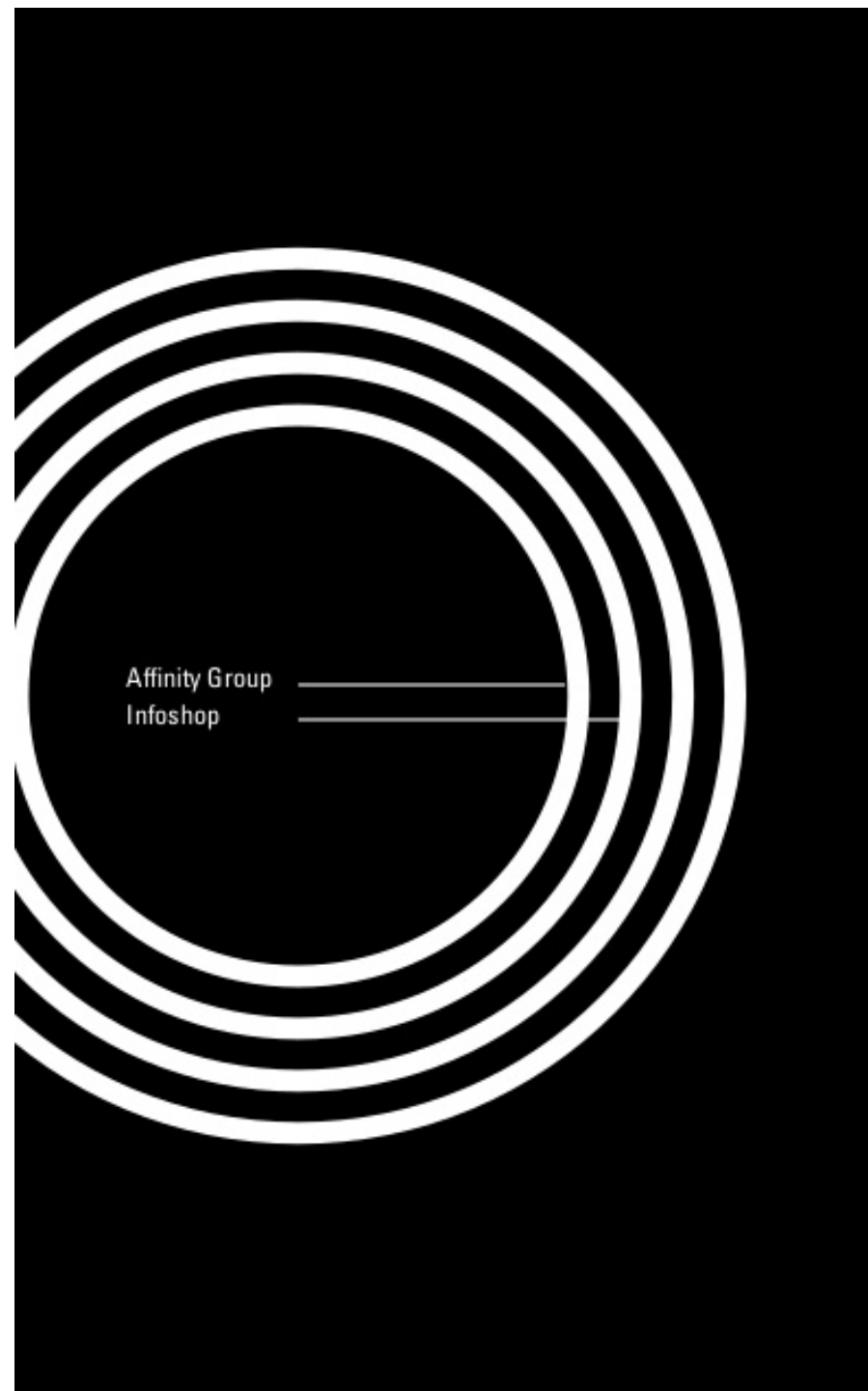
Le modèle du *processus de responsabilisation* (NdT : « *accountability process* ») a été un des principaux outils utilisés par les anarchistes pour faire face aux agressions et aux abus ces dernières années. Cet essai analyse ce modèle, dans l'espoir de provoquer une discussion honnête et avec de l'auto-critique quant à la façon dont nous répondons aux agressions et abus sexuels dans les milieux anarchistes, et pour imaginer des directions dans lesquelles avancer.

Cet article N'EST PAS une introduction accessible aux processus de responsabilisation communautaire ; il part du principe que tu as une certaine connaissance de ce qu'ils sont et de comment ils marchent (ou pas). Il puise spécifiquement dans les contre-cultures anarchiste, punk, et activiste radicale nord-américaines et suppose que la personne qui lit comprend leur contexte et leur langage. Si ce n'est pas le cas, essaye de lire quelques-unes des sources citées à la fin avant de commencer. Si tu es anarchiste et que tu as eu quelques expériences autour d'efforts faits pour répondre aux agressions et aux abus à l'intérieur de ton milieu dans un cadre de « responsabilisation », cet article s'adresse à toi.

Structures de genre

Le genre est quelque chose de compliqué ; certaines personnes que nous pouvons percevoir comme des hommes ou comme des femmes ne s'identifient pas en tant que tel.le.s, et certaines ne s'identifient ni comme l'un ni comme l'autre. En nous référant aux « hommes » et aux « femmes » nous parlons des personnes qui s'identifient comme tel.le.s, qu'elles soient cisgenre ou transgenre. À travers cet essai, autant les survivant.e.s que les gens qui ont agressé ou abusé d'autres personnes sont désigné.e.s avec le pronom neutre « ille » (NdT : « they » en anglais). Les agressions et les abus peuvent être commis par n'importe qui contre n'importe qui, indépendamment du genre ; parfois des femmes cis, des hommes et femmes trans, et des queers agressent, et souvent aussi des hommes cis sont des survivants. Mais ce constat ne doit pas effacer le fait que la grande majorité des gens qui abusent et qui en agressent d'autres sont des hommes cis, et la majorité des gens qu'ils agressent et dont ils abusent sont des femmes.

Les agressions et les abus sexuels ne relèvent donc pas de spécificités de genre (c'est-à-dire, qu'ils ne pourraient qu'être perpétrés par ou sur des personnes d'un certain genre) mais le genre n'est pas non plus neutre (c'est-à-dire, que le genre de la personne qui agresse ou qui est agressée ne serait pas pertinent dans l'approche de la situation). Il faut que nous comprenions le schéma genré des agressions et des abus en tant qu'expression de la domination patriarcale, sans pour autant invisibiliser les expériences qui sortent de ce cadre de genre.



être capables de jouer leur rôle de médiateur.ice.s avec neutralité. ††

Ici, un avertissement doit être posé clairement : la médiation n'est pas appropriée dans plusieurs cas d'abus entre partenaires. L'article « Thinking Through Perpetrator Accountability » (NdT : « Réflexions sur la responsabilisation des agresseur.e.s ») en parle :

La médiation ne devrait pas servir de substitut à un processus de responsabilisation. La médiation est faite pour deux personnes qui sont en conflit et qui doivent le résoudre ; l'abus n'est pas mutuel. En cas d'abus, il ne s'agit pas de faire s'asseoir deux personnes autour d'une table pour régler les choses. Les médiateur.ices peuvent certainement être utiles pour faciliter certaines des négociations concrètes qui ont cours dans un processus de responsabilisation, mais, s'il vous plaît, ne conseillez pas un rendez-vous avec un.e médiateur.ice plutôt qu'un engagement à long terme dans un processus de responsabilisation.

Les gens qui accompagnent les survivant.e.s de violences conjugales apprennent que la « thérapie de couple » ne devrait pas être entreprise dans une situation claire d'abus du/de la partenaire, parce que la partenaire qui abuse de l'autre va généralement manipuler le processus, en évitant ainsi de traiter les dynamiques d'abus et d'inégalité qui sous-tendent la relation. Il est important de garder cela à l'esprit pour qu'un déplacement vers un cadre de résolution de conflit ne soit pas appliqué à des situations de relations abusives.

Et à propos des autres désavantages ? Eh bien, il y a toujours le souci que nous répondons à des problèmes existants en prescrivant des solutions qui demandent des compétences et des ressources que nous n'avons pas. Que pouvons-nous faire pendant ce temps, tandis que nous entreprenons un long travail pour apprendre à résoudre nos conflits ? Les survivant.e.s peuvent se sentir frustré.e.s de voir les abus et les agressions mélangées à des conflits moins intenses ou moins politiquement significatifs, minimisant ainsi la douleur qu'il.le.s ont subi. Demander aux survivant.e.s d'utiliser un langage moins brutal quand illes s'adressent à leurs agresseur.e.s pourrait renforcer les messages qui accusent les survivant.e.s de réagir trop vivement, que les agressions sexuelles ne sont pas un problème significatif qui mérite d'être fortement souligné. Également, les hommes « experts » en résolution de conflits pourraient détourner le travail de soutien aux survivant.e.s et trahir son optique féministe. Nous devons reconnaître le contexte spécifique des agressions et des abus sexuels, honorer la rage et la douleur des survivant.e.s, et prendre en compte les dynamiques d'oppression tout en élargissant la gamme de conflits auxquels nous nous adressons.

Justice restaurative et transformatrice

Quand nous parlons de processus de responsabilisation, nous nous référons à des efforts collectifs pour répondre à une blessure – dans ce cas-ci, une agression ou un abus sexuel – qui ne se concentrent pas sur la punition ou sur la « justice » légale mais sur le fait de mettre les personnes en sécurité et de défier les schémas sociaux sous-jacents et les structures de pouvoir qui soutiennent les comportements abusifs. Au sens large, cela peut simplement signifier que quelques ami.e.s se regroupent autour de la personne qui a été blessée, lui demandent quels sont ses besoins, et essaient de négocier pour la concrétisation de ces besoins avec la personne qui l'a blessée ainsi qu'au sein de la communauté qu'elles partagent. Certains processus impliquent qu'un groupe fasse de la médiation entre un individu et la personne qui a visibilisé ses comportements abusifs (NdT : « calling them out »), ou bien que des groupes distincts soutiennent chacune des personnes et facilitent la communication entre elles. Ces processus incluent généralement le fait de poser des conditions ou des « exigences » à la personne dont les comportements abusifs ont été visibilisés, comme un moyen de restaurer la sécurité ou la confiance et d'empêcher d'ultérieures blessures. Le processus inclut aussi une certaine méthode de suivi pour s'assurer que les exigences soient bien respectées. Toutes ces approches partagent l'intention de gérer les blessures directement et sans compter sur l'État.

La responsabilisation communautaire parle aux anarchistes en tant qu'alternative critique au cadre antagoniste du système de « justice » criminelle. Selon ce cadre, les deux parties en conflit sont censées avoir des intérêts opposés ; l'État se considère en tant que partie plaignante et agit ainsi comme médiateur ; « justice » signifie décider quelle personne a raison et quelle personne doit subir des conséquences – qui sont déterminées par l'État, et qui n'ont généralement aucun rapport avec la blessure causée ou avec ses causes originelles. Par contre, la *justice restaurative* se concentre sur les besoins des personnes qui ont été blessées et de celles qui ont fait du mal, plutôt que sur le besoin de satisfaire aux principes abstraits de la loi ou de la punition exacte. Les personnes qui ont été blessées jouent un rôle actif dans la résolution du conflit, tandis que celles qui ont fait du mal sont encouragées à assumer la responsabilité de leurs actes et à réparer les dégâts qu'elles ont commis. Ceci est basé sur une théorie de la justice qui voit le « crime » et les méfaits comme un préjudice envers des individus et des communautés plutôt qu'envers l'État. Beaucoup des modèles de justice restaurative actuels qui fonctionnent sont originaires des communautés autochtones nord-américaines et Maori.

En travaillant à l'intérieur de ce cadre, le modèle de *justice transformatrice*

met en lien le fait de se focaliser sur la réparation du préjudice, plutôt que sur le renforcement du pouvoir de l'État, en portant une critique de l'oppression systémique. D'après « Generation Five », une organisation qui a pour objectif de mettre fin aux abus sexuels sur les enfants à travers ce modèle, les buts de la justice transformatrice sont :

- Sécurité, soin et pouvoir aux survivant.e.s
- Responsabilisation et transformation des gens qui ont fait du mal
- Action, soin et responsabilisation communautaires
- Transformation des conditions sociales qui perpétuent la violence – les systèmes d'oppression et d'exploitation, la domination, la violence d'État

La pratique anarchiste de responsabilisation communautaire repose en théorie sur ces principes de base, accompagnés par une éthique DIY et une focalisation sur l'action directe.

Quels sont les avantages de faire rentrer les processus de responsabilisation vis-à-vis des agressions sexuelles dans le cadre plus large de la résolution de conflits ? Il n'y aurait pas besoin d'une hiérarchisation des définitions ou d'un test pour déterminer ce qui « compte » comme une agression sérieuse ou un abus. En créant un précédent d'engagement collectif sur des conflits moins intenses, nous gagnerions une expérience précieuse qui nous servirait dans les situations de crise. Incrire la résolution de conflits dans le cadre des responsabilités collectives pourrait aussi prévenir l'émergence d'une classe spécialisée de gens qui sont tout le temps partie prenante de ces processus, et rendre plus facile le fait de trouver des soutiens qui soient situé.e.s à une distance suffisante par rapport à la situation pour

† Dans un commentaire fait à la suite de l'article « Notes on Survivor Autonomy and Violence » (NdT : « Notes sur l'autonomie du/de la survivant.e et sur la violence »), un agresseur auto-désigné explique : « Je ne dis pas que les survivant.e.s doivent ressentir de l'empathie pour les gens qui leur ont fait subir des violences. Mais si nous essayons de construire des communautés qui peuvent réellement survivre au patriarcat, plutôt que de se faire atomiser et de mordre la poussière à cause de lui, je pense que quelqu'un.e devra avoir de l'empathie pour les agresseur.e.s. En parlant de mon expérience personnelle, je sais que je n'aurais jamais eu le courage de faire face à ma propre merde et de la gérer si je n'avais pas trouvé une poignée de personnes qui se préoccupaient réellement de moi et qui ont trouvé un moyen de me montrer de l'empathie... Et je ne pense pas que l'empathie signifie chercher des excuses à la personne. En fait, dans ce contexte, cela signifie plutôt ne pas lui laisser se chercher des excuses, ne pas la laisser échapper à sa responsabilité et à son histoire, et s'assurer qu'il.le se montre à la hauteur des conséquences qui découlent de ses actions. Cela signifie aussi l'écouter, sincèrement, même pendant qu'on garde en tête tout ça, et chercher à comprendre. Et je crois que cela signifie aussi s'assurer que les agresseur.e.s sentent bien les conséquences de leurs actions, mais pas en tant que punitions. Cela signifie trouver des ressources pour que l'agresseur.e puisse d'abord apprendre et puis mettre en pratique des schémas différents d'habitudes et d'actions... Je pense que ce qui est exigé pour les processus de responsabilisation c'est l'empathie.

L'empathie et la colère, en même temps. »

†† Cela vaut la peine de se demander si la « neutralité » est possible ou désirable dans la médiation de conflits. Dans de nombreux cas de conflits, une des deux parties exerce plus de pouvoir que l'autre, et si aucun effort n'est fait pour intervenir dans cette dynamique de pouvoir, la neutralité peut souvent équivaloir à une collusion avec le pouvoir. Un modèle alternatif de positionnement du/de la médiateurice envers des parties en conflit est la « bipartialité » plutôt que la neutralité. En suivant ce cadre, un.e médiateurice plaide pour les deux parties, mais les confronte aussi lorsqu'elles mettent en jeu leur accès au pouvoir au sein du conflit, en leur demandant de s'interroger sur les manières dont leur pouvoir les rend aveugles aux expériences de celles et ceux qui n'ont pas ce pouvoir.

plus bénéficier d'une remise en cause de leurs comportements sexistes seront les moins disposés à participer dans ces groupes. Et aussi, participer à des groupes formels d'hommes pourrait être un moyen pour des sexistes de gagner en légitimité et de détourner l'attention de leurs comportements merdiques en agitant leur carte de membre d'« alliés des féministes » aux gens qui pointeraient du doigt certains de leurs comportements. Et aussi, si on donne plus d'attention aux groupes d'hommes -même ceux qui sont anti-sexistes- au détriment des femmes autonomes et/ou des trans qui s'organisent, cela risquerait de stabiliser, plus que remettre en cause, les relations de pouvoir patriarcales dans le milieu.

DIRECTION III.

Pas de responsabilisation, mais de la résolution de conflits

Nos luttes pour la responsabilisation sont en difficulté parce que nous avons trop peu de modèles, de méthodes, de savoirs-faire pour résoudre les conflits entre nous. Bien qu'il soit admirable que nous ayons mis autant d'énergie à trouver des stratégies pour répondre aux agressions et aux abus, il y a d'innombrables autres formes de conflits et de comportements problématiques auxquels nous devons aussi nous attaquer – et comme nous l'avons vu, les méthodes de responsabilisation spécifiques aux agressions sexuelles ne sont pas appropriées à ces autres situations. Et si nous priorisons le fait de construire nos savoir-faire en matière de médiation et de résolution de conflits ?

Bien sûr, il y a des problèmes spécifiques en matière d'agressions et d'abus sexuels, et ceux-ci ne devraient pas être éclipsés par le fait de se concentrer plus généralement sur la résolution de conflits. Mais s'il y a un précédent, un langage, et un ensemble de compétences pour traiter un large éventail de conflits et de blessures, et si le fait de se voir demander de participer à un processus de résolution de conflits devenait habituel et moins menaçant, peut-être que nous serons capables d'être moins sur la défensive quand nous apprenons que nos actions ont blessé d'autres personnes. Plutôt que d'étendre la politique centrée sur les identités de survivant.e et d'agresseur.e, nous pourrions créer un langage plus nuancé qui n'idéalise ni ne diabolise les personnes, mais qui requière de nous tou.te.s que nous restions engagé.e.s toute notre vie dans un processus d'auto-transformation. Cela demande de l'empathie envers les gens qui ont causé des blessures, pour leur créer un espace dans lequel ils puissent se confronter à leur comportement et guérir. †



II. OÙ NOUS EN SOMMES MAINTENANT

Comment ont émergé toutes ces pratiques de réponse aux agressions et aux abus sexuels ? Dans les années 1990 et au début des années 2000, des femmes et autres survivant.e.s ont répondu aux agressions et aux abus de manière très variée, incluant la distribution de brochures révélant l'identité des agresseur.e.s lors de concerts et spectacles, en discutant autour de ces expériences entre elleux, en prévenant les gens d'autres communautés à propos des agresseur.e.s récidivistes, et dans certains cas par la confrontation physique. † Le Hysteria Collective, basé dans la région de Portland (Oregon) a été une des premières tentatives structurées de réponse aux agressions sexuelles, en produisant et en distribuant de la littérature sur le sujet, en remettant en question la présence d'hommes responsables de violences dans le milieu punk, et en organisant une conférence. Dans d'autres villes, des personnes ont formé des gangs d'autodéfense entre filles et ont mené des actions de confrontation collective. Cependant, dans la plupart des cas, ces efforts étaient isolés, la croyance dans les mythes du viol persistait parmi les anarchistes (spécialement les hommes), et les survivant.e.s qui tentaient de prendre la parole ont été ignoré.e.s, évité.e.s, rejeté.e.s pour avoir détourné l'attention de problèmes

profondes, pour un apprentissage, une clarification politique, une intimité émotionnelle, et même pour s'amuser. Cela devrait inciter des gars à s'impliquer sur la durée, vu que tout n'est pas centré uniquement sur un travail exténuant de responsabilisation sur la modalité de gestion de crise. Le travail d'étude, de réflexion, de construction relationnelle qui est mené dans ces groupes peut renforcer celui d'autres personnes qui s'organisent dans les milieux anarchistes, nous laissant plus d'options, de compétences, de gens capables de répondre aux situations de crise. Et, à la différence de beaucoup de stratégies de responsabilisation communautaires centrées sur l'intérieur, les groupes d'hommes peuvent interagir avec des individus et des groupes non-anarchistes pour répandre des messages et pratiques anti-patriarcales, tout en apprenant d'autres manières féministes de s'organiser, rendant pertinents nos efforts en vue d'élargir les luttes sociales contre la violence de genre et le patriarcat.

Mais attendez... C'est quoi toute cette histoire à propos du genre ? Parmi les politiques de genre actuelles, dans les milieux anarchistes nord-Américains, il est commun de considérer comme suspect tout processus d'organisation dans des non-mixités basées sur le genre. Ne s'agit-il que de restes des politiques d'identité fatiguées, de vestiges de culpabilité gauchiste, d'essentialisme périmé, et de pratiques autoritaires suspectes ? Ne voulons-nous pas détruire le genre binaire, la vraie racine du patriarcat et de l'oppression de genre ? Et le fait de s'organiser en prenant pour base le genre (ou le genre assigné, ou n'importe) n'a-t-il comme seul effet de renforcer le cadre patriarcal et transphobique que nous essayons de détruire ?

Il y a certainement des questions difficiles à traiter lorsque l'on détermine qui rentre dans la catégorie « homme », selon que nous basions notre compréhension sur l'auto-identification, la reconnaissance sociale ou l'assignation de naissance -questions qui concernent différentes personnes genderqueers et trans- et lorsque nous essayons de comprendre qui a été « socialisé.e » de quelle manière. Et mettre fin à la hiérarchie et à l'aliénation sous toutes leurs formes exigera des stratégies plus libératrices que la politique de l'identité. Mais soyons réalistes : des schémas distincts de comportement oppressifs et de pouvoir continuent à se manifester de manière prévisible selon les lignes de division de genre. Si le fait de s'organiser sur la base du genre peut aider à déloger ces schémas, peut-être que nous devrions embrasser cette contradiction et faire de notre mieux pour nous y engager dans toute sa complexité désordonnée.

Au delà de la question de l'organisation non-mixte de genre, il y a d'autres problèmes possibles dans cette approche. Sans souscrire à la notion selon laquelle il y a des « bons » gars anarchistes, qui ne seraient pas les agresseurs sexuels dont nous devrions nous méfier, nous devons reconnaître que les gars qui pourraient le

sexualité positive. Comme noté ci-dessus, bien que cela ait fait notablement évoluer les discours sur la sexualité des anarchistes, nous avons besoin de plus d'engagement sur les questions d'oppression de genre pour briser ces schémas bien ancrés.

Une voie vers cette transformation plus profonde est venue des collectifs non-mixtes de genre, spécifiquement des groupes masculins consacrés à changer les attitudes envers la sexualité et le consentement parmi les hommes. Cependant, avec les rares exceptions représentées par DWOS (NdT : Dealing With Our Own Shit) à Minneapolis, le Philly Dudes Collective (NdT : « Collectif des Gars de Philadelphie »), et la brochure « Social Detox » (NdT : « Désintox' sociale »), il n'y a pas eu de présence considérable d'hommes anti-sexistes s'organisant parmi les anarchistes ces dernières années. Précédemment, dans certains milieux, les groupes d'hommes anti-sexistes s'alliaient aux femmes autonomes qui s'organisaient. Ces formations sont actuellement passées de mode pour plusieurs raisons, incluant un retour de flamme anti-féministe, une certaine compréhension des politiques trans et queer qui considère toute tentative de s'organiser autour du genre comme essentialiste et problématique, et l'absorption de plein de militant.e.s anti-patriarcales de plusieurs genres dans le travail de responsabilisation et de réponse à l'agression sexuelle. Est-ce que le fait de créer des groupes d'hommes anti-sexistes qui font de la prévention autour des agressions et des abus pourrait marcher en tandem avec les femmes qui s'organisent de manière autonome, et se révéler une autre fructueuse piste d'expérimentation ?

Cette approche pourrait offrir plusieurs avantages. Créer des structures pour partager des savoirs-faire concernant le démantèlement du patriarcat et l'auto-transformation pourrait réduire les comportements problématiques parmi les participants, tout en fournissant également une infrastructure pour des réponses responsabilisantes dans les cas où des gens en ont effectivement blessés d'autres. Les groupes d'hommes pré-existants permettent aux gens de prendre leur responsabilité en matière d'auto-éducation et d'action contre le patriarcat, sans que ça ne doive forcément être lié à une étiquette d' « agresseur » ou de « exigences ». Et des gars pourraient être envoyés vers des groupes pour une large gamme de comportements qui, en soi, pourraient ne pas faire froncer les sourcils, mais qui laissent entrevoir des schémas patriarcaux sous-jacents ; de cette façon, des personnes peuvent intervenir avant que ces schémas ne se manifestent de manière plus violente (on parle donc de prévention secondaire). Pour une fois, nous aurions un endroit pour les gars qui, soit forcés par la communauté, soit d'eux-mêmes, veulent « travailler sur leur merde ».

Mais au delà de la simple prise en charge des comportements problématiques, les groupes d'hommes offrent un espace pour la construction de relations plus

plus importants, ou blâmé.e.s pour leur prétendus actes de division « à la COINTELPRO ». (NdT : Célèbre parmi les militant.e.s américain.e.s, dont certain.e.s l'ont découvert et rendu public dans les années 1970, ce programme -à l'origine secret- du FBI avait pour objet de créer le chaos et la méfiance généralisée dans toutes les communautés subversives à travers les États-Unis, en employant des agents provocateurs infiltrés et en diffusant des rumeurs, parfois à caractère sexuel, à propos d'organisations ou d'activistes reconnu.e.s ; l'idée étant que tous les moyens étaient bons pour discréditer la résistance).

En réponse, des femmes anarchistes et d'autres personnes ont travaillé à encourager le milieu anarchiste à prendre au sérieux les agressions et les abus sexuels, et à promouvoir une culture du consentement. Ceci s'est diffusé surtout à travers la culture des brochures, en particulier « Doris » et « Support » de Cindy Crabb ; des ateliers ont commencé à apparaître lors de réunions militantes, sur les thèmes du soutien aux survivant.e.s, du consentement et de la sexualité positive. Des groupes d'hommes se sont organisés face à la violence sexuelle dans certains milieux militants, tel le collectif Dealing With Our Shit (DWOS) (NdT : S'occuper de notre merde), fondé à Minneapolis en 2002. Un tournant majeur a eu lieu en 2004 au Pointless Fest à Philadelphie, où les organisateurices ont annoncé publiquement que trois femmes avaient été violées pendant l'événement et ont mis en place des collectifs pour soutenir les survivantes et trouver une réponse adéquate concernant les violeurs. Ces collectifs sont devenus Philly's Pissed et Philly Stands Up (NdT : « Philadelphie a la rage » et « Philadelphie fait face »), deux collectifs séparés mais en collaboration, œuvrant dans la longue durée et consacrés respectivement au soutien aux survivantes et à l'intervention sur les agresseurs.

Les sujets des agressions, de la responsabilisation et du consentement ont commencé à être discutés dans presque tous les rassemblements et réunions anarchistes. Beaucoup d'infokiosques ont commencé à diffuser des brochures sur le sujet, des groupes en tournée ont abordé le sujet sur scène, et des anarchistes dans beaucoup d'autres villes ont formé des collectifs de soutien et de responsabilisation. Les organisateurices de rassemblements de masse ont commencé à développer des plans de réaction, culminant dans la mise en place d'une infrastructure complète de réaction aux agressions sexuelles lors de la convergence anti-G20 de Pittsburgh en 2009.

† Par exemple, la brochure « *Men in the Feminist Struggle* » (NdT : « *Les hommes dans le combat féministe* ») raconte « Une action interne du Front de Libération Vaginale » à cette époque, lors de laquelle un violeur anarchiste a été attaqué, s'est fait asperger avec du sang menstruel et a été frappé à coups de poing par un groupe de femmes incluant la survivante.

Alors, où en sommes-nous aujourd'hui ? Des termes tel que « consentement », être « dénoncé.e » (NdT : « being called out »), « processus de responsabilisation » et « agresseur.e » sont d'usage courant, au point d'être devenus des sujets de plaisanterie. Plein de gens ont été pointé.e.s du doigt pour leur comportement abusif, et des dizaines de processus de responsabilisation sont en cours à différentes étapes. Une politique basée sur les identités de « survivant.e » et « agresseur.e » a émergé, avec des milieux qui se sont focalisés sur ces deux pôles. Malgré les efforts pour mettre en garde contre cette dérive et pour encourager tou.te.s les participant.e.s des processus de responsabilisation à garder une capacité à l'auto-critique, ces termes ont parfois été utilisés dans le but de prendre du pouvoir, de dispenser ou de nier des légitimités, et d'effacer la diversité des expériences.

Philly Stands Up continue son travail, payé par des universités pour mener des formations sur son modèle en fonctionnant comme une sorte d'organisation semi-formelle de surveillance des agresseur.e.s sexuel.le.s, avec des gens de tous les pays qui les contactent pour avoir des mises à jour sur les différents processus en cours. Il.le.s se sont mis.es en réseau avec d'autres groupes qui pratiquent le travail de la justice transformatrice au Forum Social États-Unien de Detroit et ont accueilli une formation sur 3 jours pour des organisateurices de responsabilisation communautaire en janvier 2011. Plusieurs autres collectifs similaires ont été tentés parmi les anarchistes dans d'autres villes, bien que peu aient connu la longévité et la prééminence de PSU. Au fur et à mesure que la communication intra-milieu migre vers Internet, nombre de sites (notamment anarchistnews.org) sont devenus des lieux majeurs qui se prêtent à parler à tort et à travers de questions politiques autour des agressions et de la responsabilisation. Des sites sont également apparus pour donner des informations à propos d'individus spécifiques qui ont agressé ou abusé d'autres personnes.

Actuellement, la plupart des rassemblements anarchistes publient des directives sur le consentement et les réactions face à des agressions sexuelles, et essayent souvent de faire en sorte que des personnes impliquées dans des processus de responsabilisation soient présentes. Prenant comme base la politique développée par les organisateurices du groupe de réponse aux agressions sexuelles lors de la mobilisation anti-G20 à Pittsburgh, les organisateurices de la mobilisation anti-FMI à Washington DC en 2010 ont publié un communiqué intitulé « Les agresseur.e.s ne sont pas les bienvenu.e.s ». Celle-ci explique que, dans l'idée de rendre les manifestations sûres pour les survivant.e.s, « les gens qui ont agressé dans le passé, les gens qui fuient les processus de responsabilisation, et les gens qui refusent de respecter les directives en matière de consentement du Réseau de Résistance au FMI » étaient interdit.e.s dans tous les espaces et les événements d'organisation. Plus récemment, les organisateurices de la Foire Anarchiste du Livre de Toronto

Devrions-nous essayer de développer des réponses responsabilisantes assez efficaces pour que les gens n'aient pas besoin de se faire justice elleux-mêmes ? Ou devrions-nous développer et étendre nos pratiques de confrontation physique menées par des survivant.e.s ?

DIRECTION II.

La prévention à travers l'organisation non-mixte basée sur le genre*

C'est une remarque évidente, mais qui vaut le coup d'être faite : au lieu de dépenser toute cette énergie à essayer de trouver comment soutenir les gens qui ont été agressés et répondre à ceux qui ont agressé, est-ce que ça n'aurait pas plus de sens de se concentrer d'abord sur la prévention de toutes ces agressions ? Plus facile à dire qu'à faire, bien sûr. Mais jusqu'ici, nous n'avons discuté que des réponses en réaction, après les faits, à des formes de blessure qui, nous le supposons, continueront, même si nous trouvons de meilleures manières d'y réagir.

Pour emprunter le langage employé dans les associations de soutien aux victimes de viol, répondre aux agressions et travailler avec les agresseur.e.s via des processus de responsabilisation relève de l'intervention, ou « prévention tertiaire ». La prévention « primaire » comprend le fait de prévenir la première agression ou le premier abus, à travers l'éducation et en faisant évoluer les normes sociales, culturelles et institutionnelles, tandis que la prévention « secondaire » implique d'identifier les facteurs de risques associés aux agressions et aux abus, et d'intervenir pour prévenir leur escalade. Nous ne devrions donc pas nécessairement considérer des réponses telles que les processus de responsabilisation comme des échecs du fait que les agressions sexuelles continuent dans les communautés anarchistes. À la place, nous devrions élargir le type de travail préventif que nous faisons en même temps. Que pourrions-nous éventuellement faire, avant tout, pour empêcher tout cela de se produire ?

En dehors des cercles anarchistes, le travail de prévention autour de la violence de genre est habituellement centré sur l'éducation : pour les femmes, autour de l'auto-défense et de la réduction des dangers ; pour les hommes, autour de la lutte contre les mythes du viol et la prise de responsabilité pour mettre fin à la violence masculine ; et pour tou.te.s, une communication saine et des compétences relationnelles. Dans les cercles anarchistes, certaines femmes se sont mobilisées autour du partage de savoir-faire en matière d'auto-défense, et un travail massif d'éducation populaire (pour la plupart conduit et dirigé par des femmes) a été mené autour du consentement, de la communication avec les partenaires, et de la

Vu que les hommes non-trans commettent l'immense majorité (certain.e.s disent plus de 99%) des agressions sexuelles, les hommes qui soutiennent un.e survivant.e doivent être spécialement conscients de l'impact de la violence masculine. La violence masculine est ce qui provoque le viol, pas ce qui y met fin. Votre action doit être celle d'en finir avec la violence masculine.

Nous ne pouvons pas nous exprimer quant aux réponses que les survivant.e.s, les femmes en particulier, peuvent avoir face à un viol. Si les femmes, représentant la majorité des survivant.e.s, décident de répondre collectivement par des moyens incluant la violence -et éventuellement demandent à des soutiens masculins de participer à cette violence-, c'est une question à laquelle les femmes et les survivant.e.s doivent trouver leur propre réponse ; et celle-ci leur appartient. En ce qui concerne les hommes qui soutiennent un.e survivant.e, cependant, il est **absolument essentiel** que vous mettiez de côté vos désirs de rétribution masculine et que vous interrompiez le cycle de la violence masculine... Ce n'est ni votre responsabilité, ni votre droit que d'arriver en mode « vigilantism » et de prendre vous-mêmes les choses en main.

Cette critique a influencé la décision de groupes tel que DWOS (NdT : Dealing with Our Own Shit ; « Gérer notre propre merde ») d'adopter la « non-violence » comme principe. Remarquez, cependant, que cette critique ne s'adresse pas, et de manière intentionnelle, au *survivor-led* vigilantism, mais aux réponses irresponsables de non-survivant.e.s.

Les gens qui défendent les hommes anarchistes attaqués par des groupes "survivor-led" clament que le vigilantism relève de l'autoritarisme : comme argumenté dans l'article « Don't Believe the Hype » (NdT : « Ne croyez pas à ce qu'on vous dit ») « La responsabilisation ne peut pas être une rue à sens unique ou alors elle devient synonyme de pouvoir punitif et policier. » Mais comme l'éclaircissent très bien les communiqués de survivant.e.s, le vigilantism n'est pas une forme de « responsabilisation », ou tout du moins n'est pas une responsabilisation communautaire basée sur la justice transformatrice telle qu'elle est généralement conçue à l'intérieur des cercles anarchistes : c'est un rejet explicite de celle-ci. Ce n'est pas un processus pseudo-judiciaire ; elle refuse aussi bien les méthodes basées sur l'État que les méthodes qui ne le sont pas, en faveur d'une réponse directe et non-médiée à la douleur subie. Que nous considérions ça comme approprié ou pas, cela ne doit pas être pris pour une sorte de responsabilisation qui aurait mal tourné. Au contraire, c'est une réponse consciente au sentiment d'échec des méthodes de responsabilisation.

Aussi longtemps que nos pratiques de responsabilisation autour des agressions et des abus sexuels ne répondront pas avec succès aux demandes des gens, les gens continueront avec le vigilantism, mettant au défi les avocat.e.s anarchistes de la justice transformatrice de faire de leurs idéaux une réalité.

2012 ont fait écho à ce communiqué bannissant tou.te.s les agresseur.e.s, mais ont ajouté :

« Nous comprenons et respectons le fait que des communautés aient engagé leurs propres processus autour de ces incidents. Si vous êtes passé.e par un processus de responsabilisation et que la.e survivant.e, rejoint.e par la communauté, estime que vous avez suffisamment nettoyé votre propre merde, vous n'êtes pas inclus.e dans ce communiqué. »

De même, les organisateurices de la Foire Anarchiste du Livre de New York 2012 ont banni :

Les gens qui ont perpétré des violences inter-personnelles, des agressions et/ou du harcèlement envers autrui, à moins qu'il.le.s soient activement engagé.e.s dans un processus de responsabilisation et qu'il.le.s soient en train de respecter tous les termes et/ou demandes de ce processus (selon l'avis des facilitateurices, de la.e survivant.e et/ou de quiconque ait été désigné.e pour surveiller le respect des accords qui ont émergé du processus).

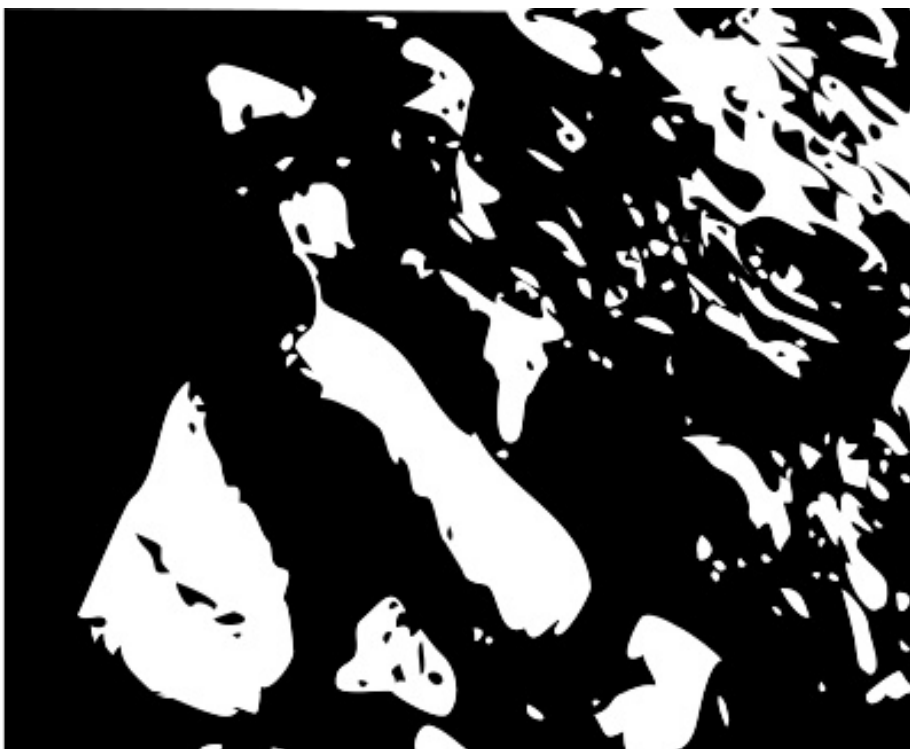
Une source majeure de controverse a été le bannissement préventif de rassemblements anarchistes de certains individus ayant été signalés à propos d'agressions ou abus sexuels. Ces dernières années, les survivant.e.s et leur soutiens ont de plus en plus exigé que certains individus particuliers, qui avaient commis des agressions, soient bannis des événements à venir. Les organisateurices ont lutté pour prioriser le fait de croire aux survivant.e.s, sans pour autant condamner préventivement des gens, pour trouver un équilibre entre transparence et respect de la vie privée ainsi que pour éviter de reproduire des traumatismes. Un brouhaha (NdT : en français dans le texte) sur internet a émergé lorsqu'une personne a publié en ligne un e-mail qu'elle avait reçu de la part des organisateurices de la Foire Anarchiste du Livre de New York, lui demandant de ne pas y assister sans spécifier la raison. Certain.e.s ont interprété l'e-mail comme une présomption de culpabilité kafkaïenne et autoritaire via des rumeurs anonymes, tandis que d'autres l'ont défendu comme un effort pour rester neutre tout en tentant d'apporter un sentiment de sécurité aux autres participant.e.s.

Pendant que les controverses persistent autour de nos méthodes pour répondre aux agressions sexuelles, les normes autour de la sexualité ont évolué de manière significative ces dernières années dans le milieu anarchiste. Le discours sur le consentement s'est développé, et les informations au sujet des agressions, du soutien aux survivant.e.s, et les options de responsabilisation sont devenues largement disponibles. Cela a notablement changé notre manière de conduire nos relations sexuelles, notre rapport à nos corps, et la manière dont nous répondons aux survivant.e.s. Par rapport aux années précédentes, beaucoup d'anarchistes sont devenus plus conscient.e.s des dynamiques sexuelles de pouvoir et également plus capables de communiquer autour des limites et des désirs.

Cependant, il arrive parfois dans la communauté anarchiste que des agresseur.e.s « parlent le langage » du consentement et du soutien tout en reproduisant la même vieille merde. Comme le souligne l'auteure de « Is the Anarchist Man Our Comrade ? » (NdT : « L'homme anarchiste est-il notre camarade ? ») :

Les processus de responsabilisation font souvent vraiment du bien, mais parfois ils apprennent juste aux hommes à paraître non-abusifs alors que rien n'a changé, à part les mots qui sortent de leur bouche. Les survivant.e.s et leurs ami.e.s ne peuvent que se demander si le mâle en question n'est plus une menace. Au final, le problème s'atténue dans l'esprit des gens parce qu'il.le.s ne veulent pas qu'on croie qu'il.le.s réagissent de façon disproportionnée, et ne savent même pas quelle suite donner à cela, ce qui permet à l'agresseur.e de continuer sa vie sans trop changer.

Comment éviter que ce discours soit récupéré par l'agresseur sexuel anarcho-féministe si sensible ? Il semblerait que la disponibilité des processus communautaires de responsabilisation n'ait pas changé les schémas comportementaux qu'ils avaient pour but de traiter. Qu'est-ce qui ne marche pas ici ?



du/de la survivant.e » l'a écrit :

Une critique courante des processus de responsabilisation de toutes sortes est leur tendance à constituer un miroir d'un certain type de système judiciaire – médiation structurée ayant pour objectif la réhabilitation ou la punition d'une personne ou d'une autre. Bien qu'une issue dictée par la survivant.e n'est certainement pas semblable à celle dictée par l'État, le processus demeure une médiation. Inversement, s'écarter du judiciaire c'est rejeter la médiation, un reste de l'idée que nos interactions doivent, d'une manière ou d'une autre, être guidées par des tierces parties, même des tierces parties que l'on n'aurait pas choisi nous-mêmes. À cette fin, une attaque dirigée contre son violeur est non-médiée et directe, ce que précisément tout système judiciaire interdit ; la frontière entre désir et action est abolie.

Bien sûr, le vigilantisme comporte aussi plein de désavantages. Choisir l'escalade amène de sérieux risques, aussi bien légaux que physiques. Il est plus probable que les flics attaquent en justice pour une agression en bande organisée que pour une agression sexuelle « présumée ». Et, comme le savent très bien les avocat.e.s de femmes battues, la violence entre partenaires comporte la possibilité très réelle d'une issue fatale ; plus de femmes sont tuées par leur partenaire que par tout autre type d'agresseur. Au delà des risques immédiats, vous ne pouvez pas démolir une relation sociale à coup de poings, comme on dit ; défoncer un connard isolé ne fait pas grand chose pour sécuriser qui que ce soit ou pour en finir avec la culture du viol systématique, aussi satisfaisant que cela puisse être pour la survivant.e qui s'est vengé.e. Comme mentionné plus haut, c'est le désir de s'attaquer aux racines de la culture du viol qui a aidé au tout début à faire émerger les efforts de responsabilisation communautaire.

Il existe aussi une tradition de vigilantisme qui est irresponsable vis-à-vis du/de la survivant.e, un type de violence masculine qui a largement été identifié par les survivant.e.s et les femmes anarchistes comme plus en rapport avec des ego-trips masculins qu'avec la promotion de la sécurité et de la guérison. Une critique de ce phénomène nous provient de « Supporting a Survivor of Sexual Assault » (NdT : « Soutenir un.e survivant.e d'agression sexuelle »), une brochure destinée aux alliés masculins des survivant.e.s, dans son passage autour du principe « pas de violence supplémentaire » :

Est-ce que botter le cul d'un violeur va faire que le viol n'aura pas eu lieu ? Est-ce que sa douleur fera partir celle du/de la survivant.e ? Est-ce que ce.tte dernière a besoin, en plus, de se retrouver à calmer un autre homme violent et hors de contrôle ? Probablement pas.

DIRECTION I.

Survivor-Led Vigilantism*

« *Je voulais me venger. Je voulais qu'il se sente aussi vulnérable, effrayé et hors de contrôle qu'il m'avait fait me sentir moi. Il n'y a plus vraiment de sécurité après une agression sexuelle, mais il peut y avoir des conséquences.* » -Angustia Celeste

En 2010, il y a eu deux situations qui ont fait des vagues dans les milieux anarchistes -à New York et à Santa Cruz- où des hommes anarchistes bien en vue ont été confrontés et attaqués par des groupes de femmes. Les débats qui se sont déroulés dans nos milieux suite à ces actions ont révélé un sentiment de frustration largement répandu vis-à-vis des méthodes actuelles de gestion des agressions sexuelles dans les milieux anarchistes. La confrontation physique n'est pas une nouvelle stratégie ; c'était une des façons dont les survivant.e.s répondaient à leur agresseurs, avant que le discours de responsabilisation communautaire devienne largement répandu dans les cercles anarchistes. Au fur et à mesure que les stratégies de responsabilisation se développaient, beaucoup ont rejeté la confrontation physique, du fait que cela n'avait pas arrêté le viol ni sécurisé les personnes. La tendance au survivor-led vigilantism* accompagnée de communiqués critiquant les modèles de processus de responsabilisation reflètent l'impuissance et le désespoir ressentis par les survivant.e.s, qui cherchent des alternatives face à l'inefficacité des autres options disponibles.

Cependant, le survivor-led vigilantism peut être une réponse valide en soi à une agression sexuelle, indépendamment de l'existence ou pas d'alternatives. On n'a pas à se sentir impuissant.e ou à percevoir l'inefficacité des autres options pour engager une action physique décisive contre une personne ayant abusé de nous. Cette approche offre plusieurs avantages. Pour n'en prendre qu'un, à différence de plein de processus de responsabilisation, elle se fixe des buts réalistes et les atteint. Cela peut être bien plus renforçant (NdT : « empowering ») et satisfaisant qu'un processus long, souvent triggering (NdT : cf. glossaire) et trop abstrait. Les femmes peuvent se servir des confrontations pour construire un pouvoir collectif dirigé vers d'autres actions collectives anti-patriarcales. La confrontation physique envoie un message sans ambiguïté, disant que l'agression sexuelle est inacceptable. Si la violence sexuelle imprime le patriarcat sur les corps des femmes, le fait de s'en venger incarne la résistance féminine. Par dessus tout, la confrontation physique est non-médiée ; comme l'auteur.e de l'article « Notes sur l'autonomie et la violence

Dix problèmes des processus communautaires de responsabilisation

Deux précisions importantes : premièrement, il s'agit de problèmes des processus de responsabilisation *tels qu'il sont pratiqués actuellement*, et selon l'expérience que nous en avons. Certains de ces revers ne sont pas inhérents aux processus mêmes, mais sont simplement des erreurs faites couramment par les gens qui les entreprennent. On pourrait répondre à beaucoup de ces critiques en disant, « Eh ben, si les gens appliquaient réellement le modèle tel qu'il a été prévu, cela n'arriverait pas. » †

Très bien ; mais pour qu'un modèle de ce type soit largement pertinent et applicable, il doit être assez robuste pour pouvoir marcher même lorsque les conditions ne sont pas optimales, ou quand des personnes ne suivent pas ou ne peuvent pas suivre le modèle parfaitement. Gardez-donc à l'esprit l'idée que ces écueils ne signifient pas que nos modèles de responsabilisation sont vains ou voués à l'échec. Au contraire, comme nous nous sommes investi.e.s pour comprendre comment en finir avec les agressions et les abus, nous devons garder un sens critique rigoureux quand nous examinons nos efforts sur le sujet.

Deuxièmement, les choses que disent fréquemment les gens pour éviter leurs responsabilités ne doivent pas être prises pour des problèmes du processus de responsabilisation. Par exemple : « Ces choses nous distraient des vraies questions révolutionnaires ; c'est un facteur de division et ça nuit au mouvement ; tenir des gens pour responsables est manipulateur/coercitif/exagéré/une prise de pouvoir, » et ainsi de suite. Il ne s'agit pas d'écueils des processus de responsabilisation ; ce sont des problèmes du patriarcat et de ses apologistes soi-disant anarchistes.

Cela dit, voici quelques-unes des difficultés majeures que nous avons rencontrées dans les processus que nous avons développés pour nous responsabiliser les un.e.s les autres vis-à-vis des agressions et des abus sexuels au sein du milieu anarchiste.

† C'est aussi ce que dit le parti communiste russe à propos de l'Union Soviétique.

1.

Ce n'est pas évident de savoir quand le processus est terminé, ni s'il s'agit d'un succès ou d'un échec. Quand pouvons-nous dire de manière affirmative qu'une personne a « travaillé sur sa propre merde » ? Qu'est-ce qui permet à un.e survivant.e et aux gens qui la soutiennent de se sentir à l'aise avec le fait que quelqu'un.e continue à partager leur même communauté ? Quand les attentes ne sont pas explicites, que les buts ne sont pas concrets, ou le temps qu'on s'est donné et les moyens d'évaluation ne sont pas clairs, la confusion et la frustration peuvent suivre pour toutes celles et ceux qui se sont impliqués.e.s. Ceci se produit parce que nous avons si peu d'expérience dans les modes alternatifs de résolution de conflits et de gestion des blessures que nous ne savons pas quoi rechercher. Par exemple, même si une personne s'est « montrée responsable de ses actes », la survivant.e peut ou pas nécessairement se *sentir* mieux. Est-ce que cela détermine le succès ou plutôt l'échec d'un processus ? Si quelqu'un.e a fait tout ce qui lui a été demandé, mais d'autres ne sont pas sûres que les mesures prises aient été efficaces, qu'est-ce qui *pourrait* confirmer qu'un vrai changement s'est produit ? Il peut ou pas être vraiment possible de restaurer la confiance après que les dégâts ont eu lieu ; si ce n'est pas possible, ce n'est peut-être pas le bon type de processus à engager.

De la même manière, à partir de quel moment peut-on se mettre d'accord sur le fait que quelqu'un.e n'a PAS travaillé sur sa propre merde, et que nous ne devrions plus perdre notre temps avec ça ? Certains processus de responsabilisation traînent pendant des mois et des années, détournant l'énergie collective de finalités plus épanouissantes et utiles. Un seul sexiste obstiné peut pourrir un milieu entier à force d'efforts de bonne foi pour rendre les gens responsables – ce qui démontre à quel point il est important de savoir quand mettre fin au processus qui a été tenté avant qu'il ne plombe tout le monde. Si nous sommes sur le point d'investir tant de temps et d'énergie dans ces processus, nous avons besoin d'un moyen d'évaluer si ça en vaut la peine, et quand on doit admettre l'échec. Et ceci requiert de déterminer ce que l'échec voudrait dire : par

III. NOUVELLES DIRECTIONS & AUTRES QUESTIONS

Et du coup ça nous mène à quoi tout ça ? La désillusion largement répandue envers les processus de responsabilisation suggère que nous avons rencontré une impasse. Nous proposons quatre chemins possibles à explorer – ils ne sont pas des solutions à ces problèmes, mais plutôt des directions à expérimenter pour voir si ça nous mène à quelque chose de nouveau.

2.

exemple, virer quelqu'un.e d'un milieu, essayer d'autres modes de réponse, ou admettre devant un.e survivant.e que nous n'arrivons pas à faire respecter ses demandes.

Les standards du succès sont irréalistes. Par exemple, la demande commune que quelqu'un.e nettoie sa merde proverbiale est soit trop vague pour avoir un sens, ou se traduit en pratique par une profonde transformation psychologique au delà de ce que nous pouvons réussir. Comme le formule l'article « Thinking Through Perpetrator Accountability » (NdT : « Réflexions sur la responsabilisation des agresseur.e.s) :

La responsabilisation de l'agresseur.e n'est pas un processus court ou simple... Cela demande un engagement à vie pour changer des comportements aussi profondément ancrés ; cela exige un effort et un soutien importants. Quand nous parlons de suivi, nous devrions faire des plannings pour des semaines, mais aussi parler de faire le point après des mois et des années. C'est ce genre de soutien sur la longue durée qui rend possible une véritable transformation.

Soyons franc.he.s : si nous nous attendons à ce que des gens restent impliqués dans un processus de responsabilisation pour un connard qu'il.le.s n'apprécient même pas pendant des *années*, et si nous nous attendons à ce que cela constitue une norme pour un nombre grandissant de processus concernant différentes personnes, qui peuvent être ou ne pas être coopératives – nous n'établissons pas un standard réaliste.

Ce n'est pas pour dire que ce qui est écrit dans l'article est faux ; la transformation des comportements patriarcaux et abusifs est un processus à vie. Mais est-ce réellement une surprise si nous ne réussissons pas à soutenir ces processus difficiles et ingrats qui s'étendent sur des périodes de temps aussi longues, quand peu d'anarchistes dans notre milieu maintiennent des engagements à long terme même envers nos passions les plus ferventes ? Dans quoi pouvons-nous nous engager *de manière réaliste* ?



3.

†
Remettre en question le bannissement et l'exclusion en tant que tactiques premières de responsabilisation soulève davantage de questions épineuses autour de l'évaluation des exigences des survivant.e.s, pas seulement en ce qui concerne notre **capacité** à les satisfaire mais également en ce qui concerne notre **volonté** de le faire. Est-ce notre rôle, en tant que personnes proposant une responsabilisation anarchiste, de simplement adhérer aux demandes mises en avant par un.e survivant.e, même si nous sommes en désaccord avec elles au niveau stratégique ou éthique ? Être un.e allié.e peut être défini comme faire ce que la.e survivant.e veut, quoi que cela soit ; mais nous pensons qu'aucune libération ne peut résulter du fait de suspendre notre

Il nous manque la capacité collective de répondre à de nombreuses demandes. Nous pouvons dire que c'est important pour nous de répondre aux demandes du/de la survivant.e, mais ça reste du vide rhétorique quand cela requiert des ressources que nous n'avons pas. Est-ce que nous connaissons des thérapeutes et des programmes de thérapie assez féministes et anti-autoritaires, et pouvons-nous les payer si la personne concernée ne le peut pas ? Pouvons-nous imposer notre volonté à quelqu'un.e qui ne coopère pas – et en tant qu'anarchistes, devrions-nous le faire ? Quelles applications pouvons-nous mettre en place, qui fassent du sens ? Dans une contre-culture en constante évolution, pouvons-nous de manière réaliste nous consacrer au suivi de quelqu'un.e pendant des années, et établir des structures de soutien et de responsabilisation qui dureront aussi longtemps ?

Une expression communément utilisée dans les demandes des survivant.e.s et dans le discours des personnes en soutien est « espace safe », ce lieu à jamais insaisissable dans lequel les survivant.e.s pourront se sentir à l'aise et pleinement réintégré.e.s dans la vie collective. Que signifie la sécurité ? Est-ce quelque chose que l'on peut promettre ? En lisant les règles des récents rassemblements anarchistes, il apparaît que la première méthode pour sécuriser un espace implique d'en exclure les gens qui en ont blessé d'autres. Mais la sécurité signifie plus que mettre en quarantaine ceux et celles qui ont brisé la sécurité d'autres personnes, étant donné que la culture du viol et le patriarcat imprègnent toutes nos vies – ce ne sont pas le résultat de quelques mauvaises graines. Bien que l'exclusion puisse protéger les survivant.e.s du stress de partager un espace avec les gens qui les ont blessé.e.s, et en même temps préserver les gens de notre communauté des gens qui ont été plusieurs fois abusives, la stratégie de l'exclusion est loin de rendre forcément les espaces « safe ». En réalité, si nous appuyons le bannissement de personnes d'un espace, ce n'est pas tant parce que cela maintient les personnes en sécurité que parce que c'est une des seules demandes liées à la sécurité que nous pouvons réellement satisfaire.

généraliser ces méthodes -développées pour répondre à un ensemble spécifique de conflits et de comportements oppressifs- à d'autres situations auxquelles elles n'étaient pas destinées.

Dans certains cas, des personnes qui étaient frustrées par le comportement problématique de quelqu'un.e ont eu des réticences à visibiliser certains comportements de cette personne, par peur qu'elle soit identifiée comme « un.e agresseur.e ». Ou que d'autres présument que ces formes de comportement non-consensuel – blessantes, oui, mais légères – aient constitué une agression sexuelle, et de se faire donc considérer comme « survivant.e ». Quand ce sur-usage du langage de responsabilisation -réservé aux agressions sexuelles- coïncide avec les politiques basées sur les identités d'agresseur.e/survivant.e et des pratiques telles que les annonces « pas d'agresseur.e.s ici », cet effort pour promouvoir la responsabilisation peut finir par décourager des gens à visibiliser d'autres formes de comportements minables, par peur que des personnes se fassent ranger irréversiblement dans le rang des « agresseur.e.s » au lieu de juste pouvoir discuter un peu, s'excuser et lire une brochure.

rencontrer là où ille en est, ce qui veut dire accepter que l'expérience d'une personne peut varier significativement de celle d'une autre. Être responsable demande une ouverture à la possibilité d'avoir tort, ou au minimum que quelqu'un.e d'autre ait pu vivre le même événement d'une manière radicalement différente - et douloureuse. Mais permettre au/à la survivant.e de définir entièrement la réalité opérante pourrait ne pas se marcher avec ce mode de responsabilisation communautaire.

Un autre exemple d'usage disproportionné et de mauvaise application du discours de responsabilisation vis-à-vis des agressions sexuelles est quand les gens demandent de mettre en place un processus de responsabilisation pour un large éventail de comportements qui ne sont pas des agressions sexuelles. Par exemple, si quelqu'un.e est en colère et se sent blessé.e après une rupture dans une relation non-abusive, il peut être tentant d'interpréter ses griefs à travers le prisme de la visibilisation d'un abus et de demander un processus de responsabilisation. Cela peut prendre la forme d'une demande à ce que quelqu'un.e soit banni.e de certains espaces, en profitant de la gravité que ça lui attribue le fait de rentrer dans catégorie de « processus de responsabilisation ». Il est compréhensible que des gens qui se sentent blessés ou en colère pour tout type de raisons puissent rechercher ce genre de validation instantanée de leurs sentiments, qu'on peut retrouver (dans certains cercles) dans le fait d'inscrire sa douleur et sa colère dans le cadre d'une visibilisation d'abus demandant une « responsabilisation » – indépendamment du fait que le processus et le vocabulaire en question fassent du sens ou pas dans la situation.

Cela est dangereux, pas seulement parce que ces termes et tactiques ont été conçus pour certains types de conflits et pas pour d'autres, mais aussi parce que leur usage disproportionné peut les banaliser et amener des gens à traiter à la légère les situations très sérieuses d'agression et d'abus pour lesquelles ils ont été développés. Il est encourageant de constater que les questions d'agression et d'abus sexuels sont entrées si largement dans les discours des milieux militants. Mais nous devrions faire gaffe à ne pas

autonomie et de répondre sans aucun sens critique à des demandes, peu importe la personne qui les formalise. Et cependant, quand est-ce que nous avons notre place, en tant que soutien, pour critiquer ce dont un.e survivant.e affirme avoir besoin pour guérir ou se sentir en sécurité ?

Dans l'essai « Safety is an Illusion » (NdT : « La Sécurité est une illusion »), Angustia Celeste condamne les « fausses promesses d'un espace safe » :

Nous ne pouvons pas offrir aux survivant.e.s un espace safe ; l'espace safe en général, hors des amitiés proches, de certains membres de la famille et des affinités occasionnelles, n'existe simplement pas... un espace safe ne peut pas exister au sein du patriarcat et du capitalisme quand on considère toute la domination sexiste, hétéro-normative, raciste, classiste, etc. sous laquelle nous vivons. Plus nous essayons et faisons semblant que la sécurité peut exister au niveau de la communauté, plus nos ami.e.s et amant.e.s se sentiront déçu.e.s et trahi.e.s quand illes feront l'expérience de la violence et ne seront pas soutenu.e.s.

À quoi ressemblerait la vraie sécurité pour les survivant.e.s et nous tou.te.s ? Y a-t-il d'autres stratégies dans cette direction que nous pourrions mettre en place au delà de l'exclusion et de l'ostracisme ? †

4.

Nous manquons de compétences en matière de thérapie, de médiation et de résolution de conflits. Souvent les demandes des survivant.e.s incluent la recherche d'un.e thérapeute ou d'une médiateur.ice. Pour être efficace, cette personne devrait être disposée à travailler gratuitement ou à des tarifs adaptés ; suivre des principes anti-autoritaires et avoir une analyse féministe qui prend en compte le statut des survivant.e.s ; avoir le temps et l'énergie pour assumer un rôle actif dans le travail avec quelqu'un.e pendant une longue période de temps ; être assez proche de la communauté pour comprendre ses normes, sans être directement impliquée dans la situation. Combien de personnes existantes répondent à tous ces critères ? Combien d'entre nous possèdent ne serait-ce que des bases d'écoute active, pour ne pas parler de la capacité de naviguer entre les dynamiques complexes du consentement et des agressions, du conditionnement patriarcal, de la résolution anti-autoritaire de conflits, et de la transformation psychologique ? Et pour les quelques-un.e.s qui répondent à ces critères, ou qui s'en rapprochent au moins, combien ne sont pas déjà surchargé.e.s et

débordé.e.s ?

Peut-être que c'est la faute de tout le monde de ne pas collectivement prioriser ce type de compétences. Soit, mais que faire ici et maintenant ? Et comment éviter de créer une division du travail, où les gens qui possèdent un certain ensemble de capacités ou de jargon deviennent presque des autorités dans des sortes de processus judiciaires en version anarchiste ?

5.

Ce truc déprime les gens et les épuise totalement. S'engager dans la responsabilisation communautaire est un travail intense et émotionnellement exténuant, qui comporte souvent peu de reconnaissance ou de compensations. Cela peut être épuisant et peu gratifiant, particulièrement quand les processus n'arrivent pas souvent à maintenir une communauté intacte en satisfaisant tou.te.s les participant.e.s. La gravité du travail répulse les gens, et c'est compréhensible.

Ce n'est pas pour dire que nous devrions essayer de rendre amusante et légère la responsabilisation communautaire face aux agressions et aux abus sexuels. Mais nous devons reconnaître qu'il s'agit d'une barrière à l'investissement et à l'implication sur le long terme nécessaires à la réussite. Et ces problèmes sont accrus quand nous comptons sur des compétences et des expériences que seulement peu de gens dans nos cercles possèdent.

6.

Les processus de responsabilisation pompent un temps et une énergie disproportionnés. Aucun.e d'entre nous n'a signé pour l'anarchie parce que nous adorons participer à des processus épuisants et interminables destinés à gérer les façons débiles dont les gens se font du mal à l'intérieur de notre bulle alternative. Nous sommes devenus anarchistes parce que nous haïssons les flics, parce que nous adorons les concerts punk, parce que nous voulons un monde plus libre, et pour un million d'autres raisons. Quand nous dépensons

Les processus alternatifs de responsabilisation, de manière trop similaire aux processus traditionnels, forcent souvent la survivante à revivre le traumatisme de l'agression et la forcent à mettre sa réputation – un concept problématique en soi – en première ligne en tant que « preuve » de sa crédibilité. Ils finissent par recréer de façon inefficace le processus judiciaire classique, qui laisse l'agresseur tranquille pendant que la survivante doit vivre avec le souvenir de l'agression toute sa vie. Le système légal américain et les processus de responsabilisation basés sur la communauté ne sont simplement pas assez bons pour les survivantes, et certainement pas révolutionnaires.

10.

Le langage et les méthodes de la responsabilisation face aux agressions sexuelles sont utilisées dans des situations auxquelles elles n'étaient pas destinées. Un exemple de cette mauvaise application implique l'usage largement répandu du principe de soutien au/à la survivant.e d'un viol, qui spécifie que les personnes qui la soutiennent doivent « toujours croire la survivant.e ». Cela a parfaitement du sens dans un contexte d'organisation face à une situation de viol, qui se concentre uniquement sur le fait de fournir un soutien émotionnel à un individu qui a fait l'expérience d'une forme de traumatisme qui est largement incomprise, et où être cru.e est essentiel au processus de guérison. Mais cela ne fait aucun sens en tant que base de résolution d'un conflit. Dans un contexte d'assistance face à un viol dans une situation de crise, ou quand quelqu'un.e se confie à vous en tant qu'ami.e de confiance pour recevoir un soutien, il faut rester concentré.e.s sur les besoins du/de la survivant.e. Mais la justice transformatrice inclut la prise en compte des besoins et donc des expériences et perspectives de toutes les parties impliquées, y compris la personne qui a commis l'agression.

Cela ne veut pas dire que nous devons trouver qui dit la vérité et qui ment ; c'est encore un résidu du système antagoniste. Cela ne signifie pas non plus que tous les points de vue sont également valables et que personne n'a tort ni raison. Cela signifie que, pour encourager quelqu'un.e à se montrer responsable, nous devons être prêt.e.s à lae

9.

Les résidus du système de justice antagoniste influencent notre application des modèles de responsabilisation collective. Certaines des retours de bâton les plus violents contre les processus de responsabilisation ont porté sur leur nature pseudo-judiciaire. D'un côté, les gens qui en ont blessé d'autres ont rarement vécu le fait d'être mis en cause pour leur comportement par des entités autres que les systèmes autoritaires ; les tentatives de le faire déclenchent souvent des accusations de « chasse aux sorcières », « autoritarisme », et de comportement de flic/juge/avocat/gardien de prison. Des militant.e.s précédemment anti-État font souvent d'incroyables volte-faces, devenant soudainement très intéressé.e.s par les garanties de « justice » du gouvernement États-Unien : *« Et la présomption d'innocence, mec ? Est-ce que je n'ai pas droit à un procès équitable ? Ne puis-je donc pas me défendre ? Écoutez mes témoins de moralité ! »*

De l'autre côté, les gens qui recherchent la responsabilisation ont reçu un conditionnement similaire en matière de résolution antagoniste de conflits. Il peut donc être très facile de tomber dans ce mode d'organisation du processus – spécialement quand on fait face à un anarcho-violeur obstiné qui nous exaspère. Certain.e.s participant.e.s se sont servi.e.s des processus de responsabilisation comme d'un moyen de « menacer de conséquences » ou de renforcer leur pouvoir vis-à-vis des autres. Bien que cela puisse être une réponse compréhensible à la frustration et au sentiment d'impuissance souvent ressentis suite à un abus ou à une agression, cela peut miner les tentatives pour rechercher une solution non-antagoniste.

Une critique accablante de l'échec des processus anarchistes de responsabilisation à échapper à la logique du système légal nous provient d'un communiqué qui explique pourquoi un groupe de femmes s'est confronté physiquement à un agresseur sexuel :

Nous avons fait ce qui devait être fait par pure nécessité. En tant que militantes, nous savons que le système légal est enraciné dans la connerie – plein de lois et de processus légaux sont racistes, classistes, hétéro-sexistes et misogynes.

autant de temps et d'énergie à essayer de résoudre des conflits internes et à convaincre des sexistes acharnés à se prendre en main pour changer leur comportements, nous risquons de nous couper des passions qui nous ont rassemblé.e.s en premier lieu. Il est facile d'être démoralisé.e.s par la politique anarchiste quand nous n'arrivons même pas à arrêter de nous agresser les un.e.s les autres, sans parler d'écraser l'État et d'abolir le capitalisme. Ce n'est pas que le travail visant à en finir avec l'agression sexuelle et le patriarcat n'est pas révolutionnaire – au contraire ! Mais si les processus de responsabilisation – en particulier ceux qui sont frustrants ou qui échouent – en viennent à occuper trop de notre énergie collective, il est peu probable que nous restions engagé.e.s et que nous ramenions de nouvelles personnes dans nos luttes.

Nous ne pouvons pas balayer sous le tapis les agressions et les abus et pousser au silence les survivant.e.s au nom d'une fausse unité. Cette ancienne façon de faire a perpétué l'oppression et nous a rendu moins efficaces sur tout le reste, et c'est ça d'ailleurs qui a initialement déclenché l'émergence des efforts de responsabilisation communautaire. Nous devons trouver un moyen de tenter de résoudre nos comportements abusifs qui ne bouffe pas toute notre énergie et ne nous démoralise pas.

7.

Les liens communautaires sont suffisamment faibles pour que les gens décrochent. Gardez à l'esprit que beaucoup des modèles les moins coercitifs de justice restaurative sur lesquels sont basés les principes de la responsabilisation communautaire sont originaires de sociétés indigènes de petite échelle, avec des affinités sociales et culturelles beaucoup plus fortes que ce que la plupart d'entre nous aux États-Unis pouvons même imaginer. L'idée que nous devrions tenter de préserver la communauté et permettre à des gens qui en ont blessé d'autres d'y avoir toujours leur place part de l'hypothèse que toutes les parties sont suffisamment investies dans cette « communauté » pour supporter les remises en question et les sentiments douloureux qui sont le corollaire

†
Certaines fois, des gens qui essaient honnêtement de se montrer responsables ont quitté totalement les milieux anarchistes de manière à laisser la place à un.e survivant.e. Bien que ça soit mieux que de ne pas coopérer, cela subvertit l'idéal de la justice transformatrice qui est de garder les gens au sein de la communauté.

d'un engagement dans un processus de responsabilisation. Les affinités qui amènent les gens à fréquenter les milieux punks et anarchistes ne sont souvent pas assez fortes pour garder les gens enracinés lorsqu'ils se sentent menacés par ce qu'on leur demande de faire. Souvent, les gens qui ont été mis en cause vont simplement prendre leurs affaires et quitter la ville, parfois même de manière préventive, avant même qu'on leur demande des comptes par rapport à leur comportement merdique. À part communiquer avec des réseaux similaires là où l'agresseur.e est allé.e (ce qui se produit de plus en plus fréquemment), il n'y a pas grand chose qu'on puisse faire pour empêcher cela. Comme les principales sanctions que nous pouvons mettre en place face aux gens qui ne répondent pas aux exigences issues du processus de responsabilisation sont l'ostracisme et l'exclusion, les gens vont juste éviter ça en changeant de ville ou en sortant de la communauté. †

8.

††
Une difficulté se présente couramment quand quelqu'un.e ne se souvient pas clairement de ce qu'il s'est passé lors d'une interaction suite à laquelle il.le a été dénoncé.e (NdT : « called out »), ou se souvient de l'expérience différemment de la personne qui l'a visibilisé.e. Un.e survivant.e pourrait en conclure que c'est juste un stratagème pour éviter toute responsabilité - ce qui est possible ; mais souvent, les souvenirs des gens ne concordent tout simplement pas. Si les processus de responsabilisation ne sont pas des tentatives

Les normes collectives encouragent et excusent les comportements irresponsables. Nos choix individuels se produisent toujours dans un contexte social, et certaines des normes collectives du milieu anarchiste facilitent, quand elles ne justifient pas directement, des types de comportements qui ont souvent abouti à des dépassements de limites et à des visibilisations d'abus/agressions (NdT : « calling-out »).

Par exemple, dans beaucoup de milieux anarchistes, la culture de la consommation de drogues et d'alcool (NdT : "intoxication" en anglais) prédomine et la plupart des moments de sociabilité sont centrés là-dessus. Peu de gardes-fous existent lorsque des gens boivent ou se droguent de manière excessive, et peu d'espaces alternatifs existent pour celles et ceux qui voudraient interrompre/réduire l'alcool ou la consommation de drogues sans perdre leur vie sociale. L'humour et les normes de conversation renforcent la notion que boire de façon extrême est normal et marrant, et que les gens sont moins responsables de leurs actions lorsqu'ils sont en état d'ébriété que lorsqu'ils sont sobres. Week-ends après week-ends, nous créons des espaces hautement sexualisés

pseudo-judiciaires pour déterminer « la vérité » de ce qui s'est « réellement passé » et de le confirmer par une quelconque autorité, comment pouvons-nous réconcilier ces différences ? Les souvenirs de toutes les parties doivent-ils concorder pour que les exigences soient légitimes ? Est-ce que quelqu'un.e peut prendre la responsabilité de quelque chose dont il.le ne se souvient pas ?

D'après notre expérience d'intervention auprès de gens qui ont été dénoncés, nous constatons que le fait de reconnaître que quelqu'un.e puisse avoir une expérience de la réalité différente de la leur constitue un premier pas important. Par exemple, ça nous permet de leur demander d'admettre que quelque chose qu'il.le.s ont vécu comme consensuel peut avoir été vécu différemment par quelqu'un.e d'autre. Les excuses sincères qu'un.e survivant.e recherche peuvent ne jamais arriver si la personne qu'il.le a signalé ne se souvient pas de l'interaction de la même manière. Toutefois, accepter que l'autre ou les autres peuvent s'être senti violenté.e.s par quelque chose qu'il.le a fait peut ouvrir la personne à l'idée de questionner et de changer certains de ses comportements, même si elle ne prend pas la pleine responsabilité de ses actes.

avec une forte pression à la consommation d'alcool et de drogues, résultant en groupes de gens trop bourrés ou trop défoncés pour donner ou recevoir un consentement solide. †† Ensuite, quand il s'agit de constater les conséquences de la souffrance causée par ces situations, nous nous attendons à ce que des individus gèrent les conséquences de leurs choix seuls, plutôt que d'assumer tou.te.s ensemble la responsabilité du contexte collectif qui normalise leur comportement.

Bien sûr, aucune de ces dynamiques n'excuse les abus. Mais l'agression sexuelle prend place dans un contexte, et les communautés peuvent assumer ou pas la responsabilité de ce genre de comportement que nos normes sociales encouragent. L'alcool et l'usage de drogues ne sont qu'un exemple d'une norme de groupe qui excuse un comportement irresponsable. D'autres dynamiques bien enracinées, qui entravent les efforts des gens qui cherchent à en responsabiliser d'autres, incluent l'idolâtrie de célébrités du milieu (personnes qui jouent dans des groupes populaires, activistes renommé.e.s, etc.) ; la notion que les relations sexuelles et romantiques sont « privées » et qu'elles ne sont l'affaire de personne d'autre en dehors des gens entre qui elles se passent ; et la croyance que les groupes qui font face à des oppressions systématiques (tel que les queers et les personnes racisées) ne devraient pas « sortir le linge sale » de la violence intra-communautaire, puisque cela pourrait être utilisé pour les diaboliser encore plus.

Sommes-nous prêt.e.s à examiner et à remettre en cause nos normes de groupe à un niveau collectif, pour voir en quoi elles promeuvent ou découragent les comportements irresponsables ? Est-il possible de tenir des milieux entiers pour responsables de ce que nous tolérons ou nous excusons ? Des tentatives structurées de tenir un groupe entier pour responsable multiplieraient probablement tous les problèmes que nous rencontrons déjà dans les processus de responsabilisation individuels. Cependant, tant que nous ne reconnaissons et ne remettons pas en cause notre responsabilité collective, tenir des individus pour coupables ne suffira pas.